

Allocution du Président du Conseil des Ministres du G5 Sahel

« Bilan de la Présidence sortante et leçons pour la coopération future G5-Alliance »

2^{ème} Assemblée générale de l'Alliance Sahel à N'Djamena, le 15 février 2021

Madame la Ministre, Présidente de l'Assemblée Générale de l'Alliance Sahel,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire exécutif du G5 Sahel,

Mesdames et Messieurs les représentants des membres et observateurs de l'Alliance Sahel,

Chers participants,

Mesdames et Messieurs,

Cette 2^{ème} Assemblée générale de l'Alliance Sahel revêt une grande signification pour nos pays. Elle est d'abord la marque de l'intérêt des pays et Organisations partenaires de l'Alliance pour notre sous-région et nos concitoyens.

Elle est aussi très importante parce qu'elle bénéficie d'un **soutien politique fort des Etats partenaires** comme en témoigne le haut niveau de représentation de ce jour. Cela est exceptionnel dans le contexte international actuel et à cet égard, les Assemblées générales de l'Alliance Sahel sont bien inspirées de se tenir en marge des sessions ordinaires de la Conférence des Chefs d'Etat du G5 Sahel.

Permettez-moi d'évoquer le chemin parcouru ensemble et dont nous avons toutes les raisons d'être très fiers. L'Alliance Sahel s'est considérablement développée et constitue un cadre privilégié pour la promotion de l'efficience dans la perspective d'un développement durable au profit des peuples de la région et représente un important portefeuille de projets de développement comme l'illustrent d'ailleurs **le remarquable rapport de résultats des 3 ans de l'Alliance Sahel**.

Cependant, au regard de l'immensité des défis auxquels nous faisons face, il convient d'accroître davantage les moyens et ressources pour instaurer la paix et le progrès de manière durable dans la région sahélo-saharienne.

De même, dans ce cadre, nous appelons nos partenaires de l'Alliance Sahel à nous accompagner sur la nécessité de revoir le profil d'endettement de nos pays.

Mesdames et Messieurs,

Je retiens de notre engagement commun **la qualité du dialogue** que nous entretenons au **niveau politique** au travers les Assemblées générales et les comités de pilotage de l'Alliance Sahel ainsi qu'au **niveau technique** avec les agences d'exécution et les opérateurs.

Je retiens également les **efforts de coordination** engagés pour optimiser les voies et les moyens d'atteindre nos objectifs communs. Je veux saluer, à cet égard, l'engagement des porte-parole, des experts de liaison au niveau des pays et de l'Unité de coordination dans leur travail de coordination sur le terrain, de suivi-évaluation, bref, de facilitation au quotidien.

Au cours de la présidence mauritanienne, conscients qu'**il nous appartient de relever les défis du développement et de la gouvernance**, nous avons entretenu ce dialogue politique avec l'Alliance et poursuivi nos réflexions pour améliorer le redéploiement de l'Etat et des services de base, notamment aux franges les plus vulnérables de la population.

La présidence mauritanienne peut se prévaloir d'un **bilan satisfaisant**. Elle s'est particulièrement **distinguée dans le domaine politique et diplomatique**, en soutenant le **lancement de la Coalition pour le Sahel** dont un Haut représentant, de nationalité tchadienne, a été désigné.

Les politiques de développement du G5 Sahel s'inscrivent désormais dans l'action collective de la Coalition pour le Sahel et revendiquent une dimension tout aussi importante que la dimension sécuritaire. **La gouvernance, le développement humain, la construction et la rénovation des infrastructures demeurent des priorités pour nos États.**

Le G5 Sahel a aussi réalisé des **avancées significatives sur des chantiers prioritaires de la Feuille de route mauritanienne** en matière de résilience, de développement humain et d'infrastructures :

- Avec l'appui de l'Alliance Sahel, 18 projets du Programme de développement d'urgence (PDU) sur 21 ont effectivement démarré, 2 sont même achevés.
- La BAD aura contribué à la lutte contre la COVID à hauteur de 21,9 M USD.
- Le Projet d'aménagement territorial intégré (PATI) dans le fuseau Centre est bien engagé sur un financement de 16 M€ de l'UEMOA et du G5 Sahel.

- Un financement du FIDA de 180 M\$ au profit des pays du G5 et du Sénégal pour le développement rural au Sahel est en voie de démarrage.

Les activités relatives à l'amélioration des conditions de vie et à l'autonomisation des populations vulnérables, celles relatives à la jeunesse, et au raffermissement de l'intégration régionale sont engagées et s'inscrivent dans la durée au regard de l'ampleur des objectifs poursuivis, aux contraintes de mobilisation des ressources et à la multiplication des acteurs concernés par leur mise en œuvre.

Enfin, le G5 Sahel a fortement **consolidé son partenariat avec l'Union européenne** à travers la **l'adoption du cadre d'actions prioritaires intégré** (CAPI) qui doit encore mobiliser des ressources.

Mesdames et Messieurs,

De ce chemin parcouru ensemble depuis trois années, nous avons beaucoup appris et, forts de nos succès, conscients de nos handicaps, nous travaillons à apporter une réponse coordonnée, conjointe, adaptée, et efficace aux défis auxquels nous sommes confrontés.

Nous souscrivons à la **révision de la stratégie Sahel de l'UE** visant une meilleure gouvernance, une approche axée sur les résultats et plus de redevabilité.

Nous portons aussi **un grand intérêt au Partenariat pour la paix et la stabilité au Sahel (P3S)** visant le retour de la sécurité et de la justice et qui s'articule parfaitement avec le pilier 1 de la Coalition pour le Sahel, celui de la lutte contre le terrorisme, et le pilier 4, celui du développement.

Nous resterons donc très engagés à **renforcer la coordination avec nos partenaires** de l'Alliance Sahel pour accroître l'efficacité de l'aide au développement. Nous travaillerons à surmonter tous les obstacles d'ordre administratif et organisationnel.

Nous devons aussi **renforcer les capacités de nos ministères sectoriels et de nos collectivités locales** par la formation et l'accompagnement.

Nous devons enfin œuvrer à la **mise en œuvre des recommandations opérationnelles de cette Assemblée générale**. J'évoque ici la concrétisation de l'Approche territoriale intégrée, le soutien renforcé et adapté au secteur privé notamment.

Voilà en substance quelques chantiers importants à entreprendre pour soutenir la stabilisation et le développement à long terme de la sous-région.

Je vous remercie.